



## FÉDÉRATION DES COMBATTANTS ALLIÉS EN EUROPE

### LE MOT DU PRÉSIDENT

En marge de la création de la «Maison du Combattant-Résistant» réalisée avec la Municipalité d'Auvers-Saint-Georges, je tenais à vous signaler la délicate attention de cette Assemblée qui a fait déposer en face de cette maison une stèle dédiée à nos libérateurs. En 1944, l'aile droite de l'armée américaine, sous le commandement du général Patton, après avoir enfoncé le front allemand à Avranches, a entrepris une grande manœuvre d'encerclement en direction de Fontainebleau par Alençon et Etampes, tout près d'Auvers-Saint-Georges.

L'armée allemande de Normandie, menacée d'encerclement dût se replier vers Château-Thierry, en abandonnant la région parisienne.

La Seconde Guerre mondiale révéla, en dehors des grands stratèges anglo-saxons dont Patton, les généraux Koenig, Juin, Leclerc, de Lattre de Tassigny et le général de Gaulle qui fut acclamé en libérateur !

Cet épisode d'histoire m'amène à faire une comparaison entre l'activité du général Pilsudski au cours de la Première Guerre mondiale et l'action du général de Gaulle lors de la seconde.

Pilsudski, par haine du tsarisme, se jeta dans les bras des Empires centraux, alors que de Gaulle gardait une rancune au président américain Roosevelt qui, sous l'influence de Vichy, voulait lui substituer le général Giraud.

De Gaulle, devenu chef du Gouvernement Français, se souvenant de cette prise de position américaine, réalise la sortie de l'OTAN et la liquidation des bases américaines en France. Peut-être même, sa politique anti-coloniale fut-elle conçue pour couper court aux intrigues américaines sur ces territoires extérieurs ?

De même que Pilsudski dota la Pologne d'une constitution en

1935 et qui s'avéra nocive au pays, de Gaulle fit voter une constitution faite à sa dimension, mais qui malheureusement donna trop de pouvoir à ses successeurs qui n'avaient pas son envergure d'homme d'Etat, au détriment du Parlement, avec un atout de plus : le Conseil Constitutionnel, alors que le Sénat a perdu son rôle de contre-pouvoir.

Thadée JAGO



**DIMANCHE 14 NOVEMBRE 1993**

### *Messe en hommage au Général de Gaulle*

Sur la photo, de gauche à droite : le Colonel Viillard, le Colonel Roque, Yves Detroyat, le Colonel Ménard représentant le Premier Ministre, François Groetschel, Michel Blossier représentant le Maire de Paris et le maire du 18<sup>e</sup> arrondissement, l'Amiral Philippe de Gaulle, Claude Debrion 1<sup>er</sup>

adjoint au Maire du 18<sup>e</sup> arrondissement représentant le Ministre des Affaires Etrangères et Madame Debrion. Nous remercions nos organisateurs : MM. Vanderheyden, Lejeune, Chaperon, Guérin, Bonneau, Laporte, Martinez et tous les porte-drapeaux.

40 P 133/10

## LE GÉNÉRAL SIKORSKI DANS LA CRYPTTE ROYALE DE WAWEL

Le 10 décembre dernier, un certain Monsieur Respond avait été délégué à Cracovie, pour organiser les cérémonies relatives à la réception des cendres d'Ignace Moscicki, citoyen Suisse, mais Président de la République Polonaise de 1926 à 1940, qui après la débâcle de septembre 1939, rentra tranquillement en Suisse.

Quelques jours après, le même délégué de la ZOP, M. Respond accueillait les cendres du Commandant en Chef de l'Armée Polonaise et le Chef du gouvernement en exil, le général Wlasylaw SIKORSKI, qui fut pendant des années écarté de tout commandement et vécut en véritable proscrit. C'est toutefois en lui que la nation polonaise avait mis sa confiance après le désastre de septembre 1939. Appelé à diriger le navire que de mauvais timoniers avaient fracassé en l'envoyant vers les bas-fonds, il fut victime d'un accident d'avion à Gibraltar, où il périt dans des conditions plus que suspectes. On se souvient avec quelle jubilation les responsables de la défaite, émigrés à Londres, avaient accueilli sa mort. Il n'est pas exclu de penser que ce sont eux qui avaient commandité sa perte !

Ce qui est regrettable, c'est la concomitance de ces deux cérémonies.

Il fallait laisser les restes de Moscicki en Suisse, car en qualité de haut responsable de la politique du pays, il s'est rendu complice des menées pro-hitlériennes de son ministre des affaires étrangères, en organisant des mandanités avec de hauts dignitaires hitlériens, y compris Goering. Il décora le colonel Beck de l'Aigle Blanc, pour avoir participé avec Hitler à la destruction de la

Tchécoslovaquie. On se souvient que la politique de Beck avait permis la remilitarisation de la Rhénanie, l'Anschluss et le démantèlement de la Tchécoslovaquie.

Voici ce que pensait de lui dans son ouvrage «L'agression allemande contre la Pologne» Léon Noël, Ambassadeur de France en Pologne à cette époque :

« le Président de la République Ignace Moscicki, élu pour la première fois en 1926, réélu en 1933, était demeuré en fonctions après la promulgation de la constitution du 23 avril 1935. En lui confiant les pouvoirs les plus étendus, en le proclamant responsable exclusivement devant Dieu et devant l'histoire et posant le principe que l'autorité unique et indivisible de l'Etat, était concentrée dans sa personne, cette constitution lui avait conféré un rôle auquel il n'était pas plus préparé qu'il n'aspirait à le jouer. La confiance totale qu'il professait envers le colonel Beck et le Maréchal Smigly-Rydz, l'encourageait, au surplus, à se tenir assez à l'écart des affaires politiques».

Responsable, donc coupable !

Le Président en exercice, Monsieur Lech Walesa a bien senti la différence, s'absentant du premier convoi, mais marchant à la tête du second, geste qui toutefois n'efface pas le mauvais procédé, en associant Ignace Moscicki aux honneurs rendus à celui qui avec l'Armée et la Résistance, sauva l'honneur de la Pologne !

Thadée JAGO

## LU DANS LA PRESSE

Le Républicain du 23 décembre 1993

### AUVERS SAINT-GEORGES MAISON DU COMBATTANT

La Fédération des Combattants Alliés en Europe a ouvert sa maison du Combattant-Résistant, au 3, rue Saint-Fiacre, à la suite d'un legs. Son but sera, entre autres, de maintenir le souvenir de la résistance polonaise en France et plus particulièrement du réseau Monika W.

Le Courrier de Saône-et-Loire

Au cours de l'Assemblée Générale ZUPRO Saône-et-Loire, en présence du Président Tadeusz Stempniewicz, M. Philippe Pernin, président départemental de l'Union Fédérale, devait présenter le résultat de la loi du 4 janvier et des suites qui seront prises par le gouvernement. Les anciens combattants polonais internés en Suisse recevront la croix du combattant.

### IMPORTANT :

Le Trésorier signale que très peu de membres règlent leur cotisation et leur abonnement à EUROPA, il en résulte un déficit constant, comblé toutefois par la générosité du Président Général. Montrez-vous généreux à votre tour en payant vos cotisations et en vous abonnant à EUROPA.

## 20 JANVIER 1994

Le général JAGO avait adressé une lettre à la municipalité d'Auvers le 9 juin 1993, ce courrier était resté sans réponse. A la suite d'un rappel, le Maire a demandé un rendez-vous à M. Jago. Sur ces entrefaites, une réunion s'est tenue le jeudi 20 janvier au Centre Equestre d'Auvers-St-Georges :

### à l'ordre du jour :

Legs de la propriété de Maître Jago à la commune.

Etaient présents :

le Général Thadée Jago, Président de la FCAE

André Rivière, Maire honoraire

Denis Meunier, Maire de la Commune

Bertrand Poche, Premier adjoint au Maire

Yves Detroyat, Président de l'AACFP.

M. Denis Meunier demande de créer une table ronde pour débattre ces projets, de désigner un coordinateur et

propose à M. Detroyat d'en assumer la fonction.

Maître Jago rappelle qu'une cérémonie aura lieu le dimanche 13 mars 1994 à 10 h 30 à Auvers-Saint-Georges (91) commémorant le dixième anniversaire de la mort de Danuta Jago.

M. le Maire nous annonce qu'à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auvers-Saint-Georges, une cérémonie aura lieu le lundi 22 août 1994 à 17 heures, suivie d'un défilé, en hommage aux Résistants tués pour la libération de la commune. M. Meunier se mettra en relation avec les autorités militaires pour l'organisation de cette journée du souvenir.

M. Yves Detroyat, en accord avec la Municipalité, se charge de rédiger le protocole.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14 h 15.



Le 25 novembre 1993, le Colonel Jean GOMEZ Vice-président de la ZUPRO, a été élevé au grade de Chevalier dans l'Ordre National du Mérite.

## Le mot du Président



Comme chaque année, à pareille époque, nous nous retrouvons réunis pour commencer une nouvelle année. La tâche qui nous incombe est certes

lourde, mais nous y sommes préparés. L'AACFP est l'une de nos raisons d'être. Comment, en effet, résister à l'appel d'un ancien combattant dans le besoin, sinon en l'aidant dans ses démarches ou ses difficultés. Nous sommes toujours obligés de nous battre pour obtenir nos droits.

La cotisation de nos adhérents nous permet d'améliorer la bonne marche de notre association. Mais pour mieux réussir, le concours de tous est indispensable.

Certains amis pensaient que le développement de notre association n'était plus de mise ! D'autres songeaient déjà à un certain déclin. Les résultats obtenus ces dernières années dans ce domaine leur donnaient en partie raison.

L'année 1993 a mis à mal cette idée de fléchissement. C'est ainsi que fin décembre, nous avons réussi, grâce à de réels efforts, à maintenir et à franchir l'objectif. A la date du 30 août, ce redressement s'est accentué.

Ce résultat est dû aux efforts déployés par les responsables de notre bureau.

Comment est-il possible d'atteindre de tels résultats dans une période aussi difficile, non seulement pour le monde Combattant mais aussi pour l'ensemble du mouvement associatif ?

Comment cela est-il possible alors que de nombreux amis connaissent de graves difficultés en raison notamment de la crise économique ?

La réponse est complexe à apporter. Pour tenter de simplifier, nous devons ces résultats à la ténacité de notre association, au dévouement et à l'esprit d'initiative des responsables du bureau et des membres. L'Association est considérée comme une organisation sérieuse, ayant toujours expliqué que seul un grand nombre d'adhérents permettra d'arra-

cher au gouvernement ce qui nous est dû.

Merci donc pour tout ce que vous avez déjà fait. Continuez à regarder autour de vous pour inciter à nous rejoindre ceux qui ne font pas encore partie de notre grande famille.

Yves Detroyat

**L'ÉPINGLETTE DE L'ASSOCIATION**  
aux couleurs de la Pologne  
**EST DISPONIBLE**



au siège  
28, rue Affre  
75018 Paris  
**20 F + 5 F pour  
frais d'envoi**

## L'INSURRECTION DE VARSOVIE

(suite du n° 41)

La Pologne s'engagea dans la guerre avec un gouvernement nullement représentatif, soutenu par l'armée, mais auquel la nation était hostile. Après la défaite, l'amer ressentiment de la nation se retournera contre l'armée, malgré l'héroïque résistance de cette dernière. Tokarzewski devait créer une forme militaire clandestine face au désespoir, au cynisme et à l'incrédulité de la population, et ceci sous le nez des nazis triomphants. Tâche difficile entre toutes.

Il recruta quelque 200 officiers volontaires. Ils travaillèrent dur, portant de fausses pièces d'identité, se cachant perpétuellement devant un ennemi vigilant et organisé. Dès décembre 1939, ils avaient mis sur pied une structure militaire clandestine s'étendant de la zone allemande à la zone russe et dont le quartier général se trouvait à Varsovie.

Mais cette ossature composée uniquement d'officiers, ne suffisait pas. Tokarzewski avait besoin du soutien populaire et, pour l'obtenir, il lui fallait l'accord des trois principaux partis d'opposition d'avant la guerre et de leurs organisations paramilitaires. Ces organisations pouvaient fournir à l'armée secrète, baptisée «service pour la victoire polonaise», un nombre important de soldats jeunes et loyaux. Au début d'octobre, donc, il prit contact avec les chefs politiques demeurés dans la capitale.

Deux ou trois d'entre eux avaient prudemment tenté de se rencontrer, malgré la menace de la torture et du peloton d'exécution pour activités politiques. Stéphane Korbonski, un des chefs du parti paysan, en captivité dans la zone russe, s'était évadé et avait gagné cette nouvelle et méconnaissable Varsovie-dangereuse, défigurée par les combats, où les carcasses noires des maisons bombardées s'ouvraient sur des rues où les allemands en uniforme gris-vert aboyaient des ordres.

Un matin d'octobre, Korbonski se ren-

dit dans le modeste appartement de Mathieu Rataj, du parti paysan, ancien président du parlement polonais, qui était devenu un foyer d'activité politique clandestine. Rataj, un homme de près de soixante-dix ans, aux traits émaciés et aux cheveux blanchis depuis la défaite, accueillit Korbonski avec cordialité et lui fit jurer le secret. Il lui révéla alors que, avec Niedzialkowski, chef du parti socialiste, il commençait à organiser une administration civile clandestine, qui devait comprendre les trois anciens partis de l'opposition, mais non les partis de droite de l'ancien gouvernement.

Animé par la perspective d'une lutte armée, Korbonski revit fréquemment Rataj pour l'aider à mettre au point les structures de cette administration secrète. Il mit le vieil homme en garde contre le danger d'une arrestation par la Gestapo, risque évident pour une personnalité politique connue recevant de nombreux visiteurs.

Rataj se contenta de hausser les épaules : «Que voulez-vous ! s'exclama-t-il. Je ne peux quand même pas verrouiller ma porte toute la journée ! Je pourrais sans doute déménager, mais je ne le ferai pas. Ici, je suis chez moi !».

Quelques jours plus tard, deux officiers de la Gestapo firent irruption chez lui et l'emmenèrent en lui laissant à peine le temps de s'habiller. Atterré par cette arrestation, et conscient de la nécessité vitale d'en apprendre les raisons – leur réseau clandestin aurait-il été découvert ? – Korbonski se rendit, non sans témérité, au quartier général de la Gestapo et, sous le prétexte d'apporter un paquet pour Rataj, demanda poliment quand il avait été arrêté. Korbonski eut de la chance d'en ressortir sain et sauf ; il n'avait rien appris de précis, mais avait maintenant la conviction qu'il s'agissait d'une simple arrestation de routine, sans rapport avec la naissance du mouvement clandestin.

Quelques jours plus tard, Korbonski



avait rendez-vous avec Niedzialkowski dans un café à huit heures du matin. Le leader socialiste, un grand gaillard aux cheveux noirs, avec un double menton et portant des lunettes, baisa les mains des deux jolies serveuses et échangea quelques plaisanteries avec elles avant de proposer à Korbonski de prendre les fonctions de l'infortuné Rataj.

Korbonski accepta ; il apprit également que les chefs politiques voulaient mettre sur pied un comité chargé d'assurer la liaison avec l'armée clandestine en formation.

Tokarzewski, qui pensait que l'avenir de la Pologne se trouvait dans une forme de démocratie socialiste indépendante, s'était hâté de prendre contact avec Niedzialkowski. Ils parvinrent à un accord limité, mais les politiciens se plaignaient de ce que les militaires voulaient tout contrôler, ce qui allait à l'encontre de leur vœu de maintenir l'organisation clandestine civile et politique libre de toute influence de l'armée. Niedzialkowski, actif et dévoué, avait joué un rôle majeur dans ces négociations.

Mais, le 23 décembre, la Gestapo vint le chercher chez lui et l'emmena avenue Szuch pour un interrogatoire préliminaire. Ils le relâchèrent en lui demandant de se présenter à nouveau le lendemain. Inexplicablement, Niedzialkowski ne profita pas de cette occasion inespérée pour se cacher. Il devait rester en lui quelques vestiges de confiance à l'égard des Allemands, car il retourna au Q.G. de la Gestapo.

Il fut emprisonné et, quelques temps plus tard, fusillé lors d'une exécution de masse dans la forêt de Palmyra.

Perdre deux hommes aussi capables en l'espace de quelques semaines était un rude coup, mais les résistants acceptaient pleinement ces conditions périlleuses ; se réunissant quand ils le pouvaient, toujours dans des lieux différents, ils parvinrent à un accord limité. A la fin de l'année, le gouvernement clandestin avait pris la forme provisoire d'un comité de liaison politique, formé

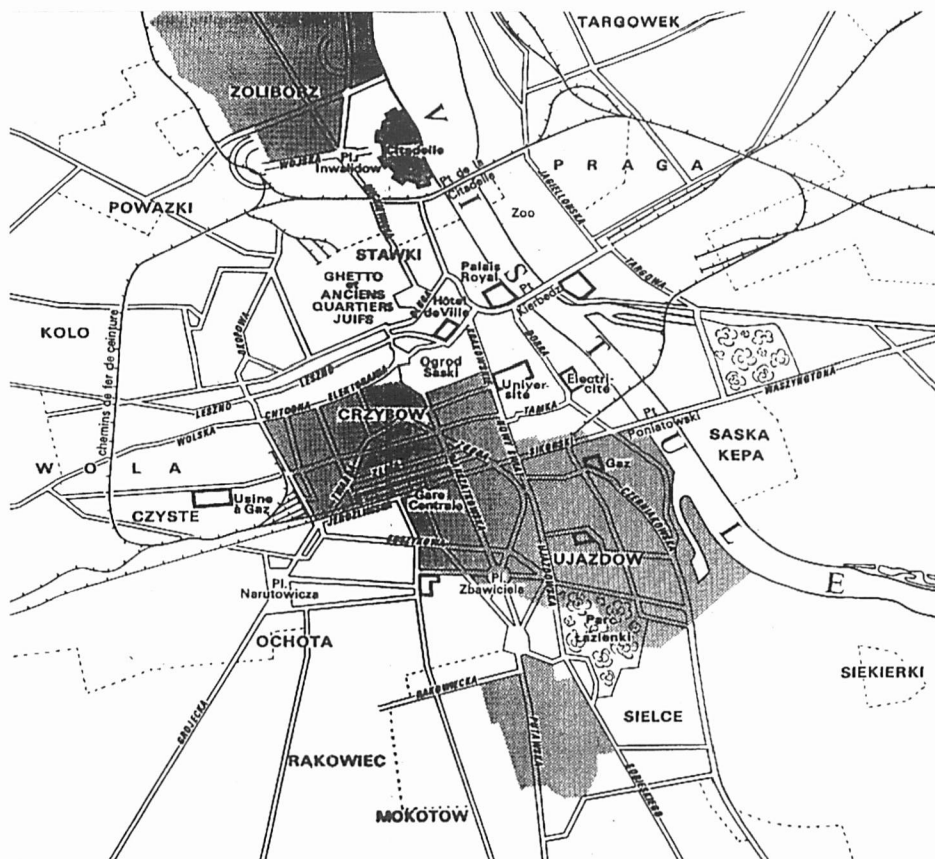
de représentants des trois principaux partis. le général Tokarzewski en faisait également partie, et, ensemble, ils rédigèrent les statuts du service pour la victoire polonaise, constituant un accord sur les buts généraux entre les mouvements clandestins civil et militaire.

Il y était dit, entre autres, que l'organisation devait «entreprendre une lutte implacable et décisive contre l'envahisseur, dans tous les domaines ... jusqu'au jour de la libération de la Pologne dans ses frontières d'avant la guerre». Ensuite, il était statué qu'elle devait réorganiser l'armée polonaise, et enfin, créer le noyau d'une administration nationale provisoire dans le pays. Ces buts étaient développés dans une déclaration idéologique, qui proclamait

## L'Insurrection de Varsovie.

La lutte pour l'indépendance de la Pologne contre les Allemands et les Russes continue. Elle se poursuivra jusqu'à la victoire finale. Chaque Polonais a le devoir et le droit absolu de prendre part à cette lutte. Une des conditions de son succès et de l'utilisation efficace de nos forces réside dans un commandement unifié pour tout le territoire polonais. L'acceptation de ce commandement et une coopération loyale constituent le minimum de ce que nous attendons aujourd'hui e chaque citoyen.

Fait significatif, la déclaration ajoutait : «Nos ennemis ont toutes les idéologies totalitaires, en premier lieu l'hitlérisme et le bolchévisme».



## S.I.B.E.

Micro-informatique  
Bureautique  
Travail à façon  
Assistance  
Distribution  
Maintenance

Service Informatique et Bureautique Externe  
23, rue Richempanse - 78500 Sartrouville  
Tél. : 30;86.91.18 - Télécopie : 39.14.08.78

### Permanences

Nous vous rappelons les permanences à la Mairie du 18e tous les mardis de 17 h à 18 h (hall central, sauf juillet et août).  
1, place Jules-Joffrin  
75018 PARIS

### Cotisations 94

N'oubliez pas de renouveler votre cotisation à l'Association des Anciens Combattants Franco-Polonais  
28, rue Affre 75018 Paris  
Membre actif 100 F  
Membre Honoraire 150 F

FÉDÉRATION DES COMBATTANTS ALLIÉS EN EUROPE  
Publication EUROPA 3, rue Saint-Fiacre, Auvers - 91580 ETRECHY

PRÉSIDENT FÉDÉRAL : Thadée JAGO

J.O. du 13 janvier 1968

PRESIDENTS D'HONNEUR : MARECHAL ZDROJEWSKI et GÉNÉRAL COLIN-GUBBINS

SIEGE FEDERAL : ST-FIACRE, 91580 ETRECHY - TEL. 60.80.39.05 - CCP LILLE 3893-92 X

DIRECTEUR : THADEE JAGO

Comité de Rédaction : JAGO, GROETSCHEL, de MONREAL, QUILLATEAU, LABALUE, DETROYAT

Imprimeur : PCV Editions 27, rue Milton 75009 Paris

Commission Paritaire : n° 506 D 1973 - Périodique de la Fédération des Combattants Alliés en Europe